

QUE LA REVENDICATION OUVRIÈRE PERCE MUR DES BOBARDS ...

Dans leur action syndicaliste, les militants ouvriers ont buté souvent en ces dernières années sur des formules mystérieuses et magiques dont seuls quelques initiés connaissaient la valeur et la portée. Il s'agissait surtout de prouver la vanité d'un syndicalisme purement revendicatif tendant à l'augmentation des salaires ou à la diminution de la durée du travail.

Certes, l'expérience - supérieure à toute recherche théorique - avait déjà instruit les animateurs de la C.G.T. de 1906. On savait depuis longtemps que l'efficacité d'une grève dépend de la situation du marché ou de la capacité technique d'une entreprise, et que la fermeture d'une usine ne gêne guère le patron, lorsque les stocks s'accumulent.

Mais c'est au contraire cette efficacité qui dérange les plans et les prévisions des doctes conseillers qui hantent les bureaux syndicaux. On nous disait bien que l'augmentation des salaires était toujours annulée par l'augmentation des prix. Mais voilà qu'en la récente période de grande expansion industrielle, là où l'ascension atteignit les plus hauts sommets, l'action revendicative a provoqué une incontestable élévation des salaires réels. Et l'exemple des Etats-Unis et de l'Allemagne fédérale prouve que la prospérité s'accorde fort bien avec la diminution de la journée de travail. Alors il faut revenir à des notions complexes que le militant n'a pas le loisir d'éclairer.

Il y a la productivité, c'est-à-dire tout simplement la capacité de production de l'ouvrier. Lorsque l'on révéla le danger de l'échelle mobile qui tend dans le meilleur des cas à stabiliser le salaire réel, c'est-à-dire à empêcher l'augmentation de la part des salaires dans le revenu national, on crut corriger cette injustice en proposant que les salaires dépendent à la fois des prix et de l'accroissement de la production. De la production globale... non du rendement individuel. Cependant des sages invitaient les travailleurs à augmenter leur productivité... ce qui devait résoudre la question des salaires.

Mais voici la Banque des Règlements internationaux qui dans son dernier rapport lance un grave avertissement à tous les gouvernements. Le taux d'accroissement des salaires de 1954 à 1957 a été supérieur au taux d'accroissement de la productivité. Ce serait une cause d'inflation monétaire.

Ces éminents experts savent simplifier les données d'un problème. En France, par exemple, les crédits astronomiques pour la guerre d'Algérie ne sont évidemment pas mentionnés. Et l'on ne se demande pas si en 1954 les salaires réels correspondaient déjà à l'augmentation de la productivité.

Mais ce qui est significatif, c'est que les experts reconnaissent que les salaires ont augmenté là où la productivité avait augmenté. Seulement les entreprises techniquement arriérées ont dû s'aligner sur les premières.

Il faut donc tenir compte non de la productivité dans l'entreprise, mais de la productivité moyenne dans toutes les industries. Tant pis pour le métallurgiste, si dans les usines textiles ou dans les raffineries on emploie encore des méthodes archaïques...

Autre formule magique. Les charges Sociales? Vous avez tous entendu la ritournelle. Pauvre patronat français qui succombe sous le poids des charges sociales, et qui ne peut supporter la concurrence étrangère favorisée par la modération des revendications ouvrières.

Hélas! L'Institut National de la Statistique - organisme officiel - interrompt la chanson qui berçait la misère patronale. Par un mémoire publié dans *Etudes et conjonctures* d'août 1957, analysé dans *Le Monde* du 15-9-57, elle prouve que sur la base des parités monétaires d'octobre 1956, si l'on prenait comme base 100 le coût de l'heure de travail en France, on obtenait 343 aux Etats-Unis, 133 en Suède, 93 en Angleterre, 89 en Allemagne occidentale. Mais, après la réforme monétaire du 10 août 1957 (qui en fait a ramené le franc vers sa valeur réelle), pour 100 en France, on a 403 aux Etats-Unis, 112 en Belgique, 109 en Angleterre, 107 en Allemagne occidentale.

Quant aux «charges sociales» (assurances sociales, accidents du travail, allocations familiales, congés payés, gratifications, assurances complémentaires), si elles atteignent encore 41,85% des salaires en France, elles s'établissent à 41% en Allemagne occidentale, à 29% en Belgique, à 63,5% en Italie. Aux Etats-Unis, malgré le niveau élevé des salaires, on y ajoute 20% de charges. Et en Angleterre, c'est par l'impôt que les entreprises financent la sécurité sociale.

Il s'agit donc bien d'un même ordre de grandeur pour toutes ces prestations. Et le salaire proprement dit a nettement augmenté dans tous les pays de l'Europe occidentale; le coût de l'heure de travail en France étant aujourd'hui inférieur à celui appliqué dans les six pays les plus avancés en industrialisation.

Enfin une dernière remarque - peut-être essentielle. On demande aux ouvriers des sacrifices pour maintenir le plein emploi de la main-d'œuvre. Mais la Banque des Règlements internationaux y voit au contraire la cause du déséquilibre. Et c'est la pensée - discrètement exprimée des industriels, financiers et économistes français. Le plein emploi assure l'efficacité des mouvements revendicatifs. Donc il faut réduire l'offre pour que la demande fasse baisser les prix de la main-d'œuvre. Confirmation de la vieille thèse marxiste. L'armée de réserve des chômeurs reste pour le capitalisme une nécessité vitale.

Ces quelques observations n'ont pas d'autre objet que de justifier l'action ouvrière. Le mouvement syndical retrouvant son indépendance porte le progrès social en même temps que le progrès technique. Que résonne plus haut que les incantations des magiciens la revendication au son clair!

Roger HAGNAUER
